



Résolutions du Comité Politique National

● Sur la politique générale

LE Comité Politique National considère comme positifs les résultats des élections présidentielles. Le gaullisme a été sérieusement ébranlé et, grâce à la candidature unique, la gauche est apparue comme la seule vraie force d'opposition.

Il faut maintenant préparer sans perdre de temps les batailles qui vont décider du sort du régime. Des luttes sociales importantes auront vraisemblablement lieu dans les prochains mois : elles précéderont le nouvel affrontement attendu : celui des élections législatives.

C'est pourquoi le P.S.U. qui, dès son Conseil national de novembre 1964, s'était prononcé pour la discussion d'un programme commun de la gauche, insiste sur l'urgence de cette discussion, l'expérience de l'élection présidentielle ayant montré que de nombreux travailleurs continuaient à voter pour de Gaulle ; elle a mis également en lumière l'importance de cette masse de jeunes électeurs qui n'ont connu ni la IV^e République, ni les débuts du gaullisme. La gauche doit faire un effort intense pour gagner les uns et les autres. Elle n'y parviendra que si elle se montre capable de présenter un programme sérieux, n'éluant aucun des choix réels devant lesquels se trouve placé le pays.

Dans un débat qui devra le plus tôt possible englober l'ensemble de la gauche, mais qui prendra aussi nécessairement la forme de multiples confrontations, le P.S.U. attache de l'importance à l'attitude des éléments

regroupés dans la Fédération Démocratique Socialiste. Ceux-ci vont en effet subir des tentations contradictoires : celle d'un retour aux combinaisons centristes ; celle d'un jeu purement électoral, équilibrant les alliances populaires et les alliances-tournées vers la droite, mais aussi celle d'une consolidation de la coalition de gauche. Le problème n'est pas ici simplement un problème tactique. Il est avant tout un problème de fond.

La nature et l'orientation du programme de la gauche, tant en ce qui concerne ses objectifs que les moyens de son exécution, détermineront à la fois la composition et le dynamisme de l'accord national qui est nécessaire pour préparer les batailles prochaines.

En effet, le régime, tirant la leçon de son affaiblissement, s'oriente aujourd'hui vers une politique à l'accent plus social. Il ne lui est pas possible d'aller loin dans ce domaine, mais il n'en reste pas moins important de montrer au pays les limites et l'impuissance de ce gaullisme « rénové ». Seul, un programme d'orientation socialiste faisant apparaître les transformations de structure nécessaires à l'évolution de la société française peut y parvenir. A défaut d'un tel programme, la tentation des coalitions centristes risquerait d'aboutir à des alliances avec des forces situées en fait plus à droite que le gaullisme lui-même.

Le P.S.U. tire de cette situation la conclusion qu'il convient aujourd'hui, contrairement à ce qui a été dit récemment au Comité central du

Parti communiste français, de mettre l'accent sur l'alternative socialiste. C'est dans le cadre d'une telle politique que peuvent se situer les perspectives de toutes les forces qui poussent au renouvellement de la gauche comme semblent le montrer les orientations que beaucoup d'entre elles ont récemment prises.

Dans cet esprit, et pour éclairer les choix que devront faire en vue des batailles qui s'annoncent les forces qui ont participé à la récente campagne du candidat de la gauche comme celles qui ont marqué une hésitation à son endroit, le P.S.U. se donne pour tâche d'élaborer les propositions de programme et de définir les moyens d'action d'une politique de gauche pour les soumettre à la discussion commune.

Dans l'ordre économique et social notamment, le programme de la gauche doit prendre

la forme d'un projet de plan précisé tant au niveau régional qu'au niveau des activités économiques.

Dans l'ordre international, l'orientation diplomatique en face des blocs militaires et l'orientation économique devant la construction européenne devront marquer le souci de consolider la paix et de donner à l'Europe une orientation socialiste, indépendante du capitalisme américain.

C'est la discussion détaillée de ces perspectives qui permettra d'éclairer la recherche des alliances nécessaires au renforcement de la gauche, et par là, à la victoire contre le gaullisme.

Résolution présentée par Gilles Martinet et adoptée par 38 voix sur 63.

● Sur le Vietnam

LA guerre du Vietnam, au nord comme au sud, prend chaque jour une gravité croissante sur le plan de l'escalade des opérations militaires dont les populations civiles sont de plus en plus les victimes, comme sur le plan des risques d'extension internationale.

L'opération d'alibi et de bonne conscience que constitue l'actuelle offensive diplomatique des Etats-Unis ne doit pas masquer à l'opinion publique mondiale le véritable génocide commis contre le peuple vietnamien par le « tapis de bombes » lancé par les B 52 et l'emploi des moyens de plus en plus violents et de plus en plus aveugles de la guerre classique (napalm, par exemple) ainsi que la possibilité grandissante de l'intervention d'armes nucléaires tactiques.

Cette situation présente un danger chaque jour plus grave de renforcement, aux Etats -

Unis, du parti de la guerre préventive contre la Chine et d'accentuation des moyens de pression du gouvernement américain contre l'opposition pacifiste croissante à l'intérieur du pays. Elle est aussi un défi lancé au socialisme international et à tout le Tiers Monde, car le Vietnam constitue un lieu d'expérimentation des armes et des tactiques contre tous les mouvements révolutionnaires qui se préparent dans le monde et, en particulier, en Amérique latine. L'affirmation de force de l'impérialisme capitaliste est un encouragement pour les Etats-Unis à redoubler d'audace interventionniste dans d'autres secteurs du monde, à Saint-Domingue, par exemple, et même en Europe (Grèce...).

Une action de la gauche doit s'appuyer sur les principes politiques suivants :

— droit du peuple du Sud-Vietnam à dispo-

ser de lui-même ;

— vocation à l'unité nationale des peuples des deux Vietnam ;

— neutralité du pays par l'évacuation, au moins à terme, de l'ensemble des troupes étrangères, dans la perspective d'une neutralisation de l'ensemble du Sud-Est asiatique ;

— négociation avec le véritable interlocuteur, c'est-à-dire le Front de Libération (Vietcong).

Le P.S.U. propose à ses partenaires de la gauche et aux organisations luttant contre les diverses formes de guerre et d'oppression une campagne d'action commune sur ces bases et, si cela se révèle impossible, mènera cette campagne avec ses propres forces.

Cette action pourrait avoir les aspects suivants :

- affichage ;
- réunions d'information sur la réalité de la guerre du Vietnam ;
- meetings ;
- manifestations, en particulier auprès des institutions et des bases américaines en France ;
- actions de solidarité matérielle avec le

peuple vietnamien.

Par ailleurs, le P.S.U. doit mettre à l'étude :

1° la possibilité de l'envoi d'une délégation P.S.U. à Hanoï ;

2° la recherche de liens avec les opposants pacifistes de l'intérieur des Etats-Unis ;

3° la réalisation de rencontres avec les autres forces socialistes de l'Europe occidentale décidées à mener une campagne contre la guerre du Vietnam.

4° la réalisation de rencontres du même type avec les forces socialistes de l'Europe occidentale décidées à mener une campagne contre la reconduction du Pacte Atlantique en 1969 ;

5° la création d'un comité de liaison avec les mouvements d'émancipation qui sont aux prises dans le monde avec l'impérialisme américain.

**Résolution votée
à l'unanimité.**